CONGRES 2015

UNION LOCALE

VILLEFRANCHE S/S

RAPPORT D'ACTIVITE ET D'ACTUALITE

Bonjour chères et chers camarades et surtout bienvenue à notre congrès.

Je veux d'abord vous remercier, vous les délégués d'avoir pris vos dispositions pour assister à ce moment important pour l'expression démocratique de notre organisation.

Je veux aussi remercier tous les camarades qui se sont investis dans l'organisation de ce congrès, celles et ceux qui ont participé à l'élaboration des documents, celles et ceux qui ont en charge d'animer les séances et enfin celles et ceux qui ont œuvré depuis pour que ce lieu soit transformé et adapté à nos travaux. Je voudrais saluer la présence de plusieurs secrétaires d'unions locales de notre département et celle de François Dumoulin, notre avocat. Demain nous rejoindrons Joao Pereira Afonso, secrétaire générale de l'UD du Rhône et de la Métropole, Charles Ramain, de l'Institut d'histoire syndical, Jean Luc Autef et François Rubert de la Commission Exécutive de l'UD, et Marie Christine Tournier, de Secafi, qui seront parmi nous demain.

Ce congrès est celui des syndicats CGT de Villefranche, du beaujolais et du val de saône et vous êtes leurs délégués. Il vous appartient pendant ces deux jours de débattre de nos activités, nos orientations et de prendre toutes les décisions qui sont nécessaires au renforcement, au déploiement et au rayonnement de la CGT sur ces territoires.

A travers ce rapport je reviendrai sur un bilan détaillé de notre activité autour de 7 thèmes : revendications, discriminations, initiatives, vie syndicale, juridique, formation et communication. J'ai aussi choisi de me concentrer sur les évolutions qui sont intervenues depuis notre dernier congrès et sur le contexte social actuel qui nous permettra de définir notre activité pour les trois ans à venir.

Depuis notre dernier congrès en juin 2012, le monde du travail et ses salariés ont subi de nombreuses attaques. Tant sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les conditions de travail, la protection sociale, les services publics et les droits syndicaux, le patronat, appuyé par les gouvernements successifs de Sarkozy et de Hollande, distille sa politique de casse sociale au nom de la crise.

1/ Revendications et luttes

A l'image de nos manifestations :

- En 2012 :
    - Le 9 juillet : jour de l'ouverture de la conférence sociale nationale, devant la sous-préfecture, se sont rassemblés plus de 100 camarades qui ont accompagné une délégation reçue par le sous préfet. A été, entre autre, abordé le sujet des licenciés Ontex et celui des emplois menacés chez Diversey.
    - Le 9 octobre à Lyon pour l'emploi industriel,
    - Le 11 octobre, place des arts, pour le pouvoir d'achat des retraites
    - Le 13 décembre devant la CCI pour dire non au Medef

- En 2013
    - Le 5 mars et le 11 avril contre l'ANI
    - Le 11 janvier contre l'in sécurisation de l'emploi et la mise à sac du code du travail
    - Le 10 septembre à Lyon et à Villefranche pour les salaires, l'emploi, la protection sociale et les conditions de travail.

- En 2014
    - Le 6 février toujours pour les salaires, l'emploi, la protection sociale et les conditions de travail, et les services publics
    - Le 18 mars, rassemblement devant la CCI, contre le pacte dit de responsabilité
    - Le 16 octobre devant les organismes sociaux pour la défense de la Sécurité Sociale

- En 2015 :
    - Le 9 avril, déplacement en bus à Paris, pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, les services publics et pour combattre l'austérité.

A l'instar du national, notre Union locale a régulièrement appelé à mobilisation pour défendre les intérêts des citoyens, salariés, privés d'emploi et retraités, au plus près du territoire et ce malgré des difficultés importantes à rassembler pour faire reculer le gouvernement et le patronat.

2/ Discriminations et criminalisation de l'action syndicale

L'Union Locale a répondu par sa présence aux appels de solidarité, dans le cadre de la campagne confédérale contre la criminalisation de l'action syndicale :

Le 20 novembre 2012 : Michel Catelin et Pierre Coquan sont convoqués devant le tribunal correctionnel de Villefranche pour avoir organisé une « manifestation sauvage », c'est-à-dire ne pas avoir demandé l'autorisation préalable pour une distribution de tracts au péage de l'autoroute dans l'été 2010. Les participants à la manifestation importante de ce jour, réunis à l'issue à la bourse du travail ont accueilli avec plaisir la relaxe de nos 2 camarades.
L'acharnement a continué puisque le 8 janvier 2014, ils ont été convoqués devant la chambre correctionnelle de la cour d'appel de Lyon où ils se sont rendus accompagnés par bon nombre de manifestants.

Le 5 novembre 2013, à l'occasion du procès des « 5 de Roanne » qui ont refusé de se soumettre au prélèvement de leur ADN, nous sommes allés en bus à Roanne manifester pour une véritable démocratie sociale respectueuse des libertés syndicales.

3/ Initiatives

Durant ce mandat, nous avons pu mener ou participer aux initiatives suivantes :

Distribution de tracts et collage pour la Campagne pour les élections TPE 2012. Rappelons que les salariés des TPE ont placé la CGT largement en tête de ce scrutin.

Débat public « 5 ans de crise, quelles issues, quelles réponses » le 11 juin 2013 à la bourse du travail

Points fixes visibles aux Ponts Tarrets lors de l'étape du tour de France 2013 traversant notre territoire et à Villié Morgon lors du tour 2014.

Meeting de rentrée à la bourse du travail à Lyon avec la participation de Thierry Lepaon le 30 septembre 2014

Campagne 2014 pour les élections des fonctions publiques dont les résultats placent la CGT première organisation.

4/ Vie syndicale

Faute de Secrétaire Général, la Direction collégiale mise en place lors du dernier congrès a permis la continuité de l'activité.

Ce dernier mandat a vu la création de nouvelles bases et l'augmentation du nombre de syndiqués de l'union locale.

Même si la connaissance de nos syndiqués, élus ou mandatés n'est pas optimale, l'appropriation de l'outil cogitiel et son alimentation des données nous permettent de suivre au mieux nos forces vives.

Nous essayons également de répondre aux invitations nombreuses aux réunions de protocoles d'accords préalables aux élections dans les entreprises.

Nous aidons régulièrement les bases à l'officialisation de leurs listes et mandatons les DS.

La vie de l'UL comprend, en terme de calendrier :

- Une réunion mensuelle de la Commission exécutive

- Une réunion hebdomadaire des membres du bureau

4 camarades ont été élus à la Commission Exécutive départementale et assurent le relais avec l'Union Départementale.

5/ Juridique

Les accueils des mardis et jeudis après midi ne désemplissent pas et nos conseillers des salariés sont beaucoup sollicités.

Des actions sont également menées au Conseil de Prud'hommes, puisque :

En 2013 lors de l'audience de rentrée, le collège salarié a quitté la salle lors du réquisitoire du procureur pour manifester contre la décision du parquet de faire appel de la relaxe de Pierre et Michel

En 2014, pour répondre à la casse des conseils de prud'hommes, le collège salariés et les camarades les accompagnant arboraient des tee shirts « Touche pas aux Prud'hommes »

Le collectif DLAJ, dont le périmètre est élargi aux UL de l'Arbresle, Thizy et Tarare, est composé des conseillers prud'hommes, conseillers du salarié, défenseurs syndicaux, assesseurs au TASS. Il se réunit une fois par trimestre pour faire le point sur leurs diverses activités, répondre aux questions juridiques, organiser des formations sur des points spécifiques animées par nos conseillers prud'hommes ou par François Dumoulin.

6/ Formation

La formation de nos syndiqués, élus ou mandatés est incontournable et indispensable pour développer une démarche syndicale offensive de qualité, de rassemblement et de lutte. Forts de ce constat, nous avions créé une commission formation lors du dernier congrès. Le travail mené par la commission formation syndicale affiche un bilan satisfaisant puisqu' un minimum de 3 stages annuels a été maintenu, allant jusqu'à 5 en 2014, dont un niveau 2 habituellement organisé exclusivement par l'UD. En 2014, ce sont 75 stagiaires qui ont été formés.

Les formations dispensées par l'UL sont généralement et a minima : CHSCT, Eco/CE, 1er niveau

Les membres de notre commission ont intégré le collectif formation de l'UD, ce qui permet, en outre, d'organiser au mieux la recherche des intervenants.

Enfin, certains d'entre nous ont pu également suivre des formations départementales ou nationales, prudis, cogitiel, formation de formateurs…..

7/ Communication

Notre site s'est amélioré et enrichi, n'hésitez pas à le consulter et à l'alimenter en nous envoyant toute votre actualité (tracts, actions…) afin de les faire partager.

Les moyens informatiques à notre disposition nous permettent de communiquer régulièrement et rapidement. Ceci étant, il ne faut pas se limiter à ces derniers, qui, s'ils ont le mérite de la diligence, ne remplaceront jamais le contact humain.

J'en profite pour demander à nos bases de bien nous faire remonter leurs luttes ou actualités pour que nous puissions l'intégrer dans nos moyens de communication.

Naturellement ce travail suppose des rapports plus étroits entre les syndicats qui composent l'UL et notre structuration interprofessionnelle. L'UL n'a que les moyens en militants que lui fournissent les syndicats qui la composent.

Je vais poursuivre mon intervention par un rapport d'actualité qui vous permettra d'alimenter les débats d'ouverture de ce congrès.

Si un rapport d'activité permet une analyse de la situation sur les 3 ans que l'on vient de traverser, de voir les évolutions du salariat, les questions auxquelles on a été confrontés, et les bouleversements politiques, faire un rapport d'actualité, c'est repérer ce qui peut nous servir dans notre intervention militante et notre compréhension du monde tel qu'il est et non tel que nous voudrions qu'il soit.

Il y a trois ans on venait d'avoir un nouveau président, le FN était là, mais pas encore au niveau actuel. A quoi peut-on être confrontés dans un an ?

Nous vivons une actualité sociale très chargée, des heures sombres, mais aussi des perspectives plutôt positives derrière une CGT à l'offensive.

Concernant les questions internationales, l'extension des conflits rend la situation mondiale explosive, notamment au Moyen Orient, sur le continent africain, qui sont de véritables poudrières, et font que nombre de nos frères et sœurs humains préfèrent une mort presque

certaine en traversant la méditerranée à une mort programmée en restant dans leur pays, victimes directes de la violence du capitalisme.

Le résultat des élections en Israël en mars où la droite dure a été très confortablement réélue malgré les sondages et notamment sur le programme d'envahissement des territoires palestinien fait craindre le pire à ce peuple déjà durement éprouvé.

L'attentat meurtrier en Tunisie revendiqué par l'état islamique, fait écho à l'horreur de celui perpétré sur notre territoire en janvier. Ces exécutions ont pour objectif de déstabiliser les états démocratiques ou en passe de le devenir.

En Europe, la question ukrainienne porte le conflit à ses portes et fait ressurgir l'histoire pas si lointaine de la guerre froide entre les deux blocs Russo/Américain.

Malgré les fortes mobilisations humaines et citoyennes qui ont, notamment, succédé à ces attentats, les gouvernants en profitent pour mettre en place le tout sécuritaire au détriment de la réponse sociale et sociétale.

Construire des prisons en fermant des écoles, avoir la volonté de créer une armée européenne en sont les exemples les plus marquants.

Nous ne sommes pas les seuls à subir de front une politique d'austérité, mais tout espoir n'est pas perdu, en faisant d'autres choix politiques au sein des états, comme en Grèce ou en Espagne malgré les pressions opérées par cette Europe libérale qui a peur d'une victoire du clan anti-austérité, mais dont l'attitude dangereuse et antidémocratique fait le lit de l'extrême droite.

Extrême droite qui confirme ses positions partout en Europe.

Serions-nous en train de revivre tel que le chantait Ferrat ?

C'est partout le bruit des bottes.
C'est partout l'ordre en kaki……
…Il ne faut plus dire qu'en France
On peut dormir à l'abri
Des Pinochet en puissance
Travaillent aussi du képi »

Ces grandes fortunes, ces grands patrons, auraient-ils encore une fois choisi leurs camps ?
Je n'ose l'imaginer car c'est un jeu dangereux que le peuple européen a payé au prix fort, en tout cas un seul camp les intéresse celui de la financiarisation.

Partout en Europe il y a des attaques contre le monde salarial, mais heureusement partout où cela est possible les réponses syndicales existent, en Italie, en Belgique… Outre Rhin aussi les salariés revendiquent…et gagnent ! Le Syndicat IG Metall vient de remporter une belle

victoire en gagnant le relèvement des salaires de 3,4% dès le 1er Avril avec au 1er mars une prime de 150 euros pour chaque salarié.

En France, le patronat profite de cette période sociale inédite pour continuer à déployer sa stratégie de financiarisation de l'économie au détriment de la production, de la recherche et des investissements pour que les actionnaires puissent s'engraisser de plus en plus.

Les licenciements et les fermetures d'entreprises s'accélèrent pour aller encore plus vite, le Medef œuvre lui aussi à remettre en cause les règles collectives, et le code du travail.

Le trio médiatique, Hollande, Valls, Gattaz la main dans la main poursuit sa politique libérale et antisociale que ce soit au gouvernement ou dans les entreprises.

Nous constatons « qu'on nous retire petit à petit tout ce que nos 40 ans de révolution nous avaient acquis de droits et de libertés » V. Hugo. On assiste à un éloignement des citoyens et des salariés des lieux d'expression et de décision, tant dans l'entreprise que dans la cité.

Difficile de faire la liste de tout ce qui nous préoccupe, nous scandalise, nous effraie, sans commettre des oublis.

Essayons néanmoins avec un inventaire à la Prévert et citons dans le désordre.

L'ANI, le pacte de responsabilité, la réforme des collectivités territoriales, et son troisième volet la Loi NOTRe, (Nouvelle Organisation Territoriale de la République)

TAFTA, qui va donner la possibilité à de grands groupes tels que Monsanto de nous envahir avec leurs produits dangereux, et qui, s'il aboutit, instituera la zone de libre échange la plus importante de l'histoire en couvrant plus de 45 % du PIB mondial.

La loi Macron, passée à grand coup de 49-3 et tout ce qu'elle comporte de retour en arrière, le travail du dimanche, la fin de la spécificité des CPH, la facilité à licencier ….

La mise en péril de nos régimes de retraites complémentaires visant à fusionner l'Agirc et l'Arrco.

La loi sur le dialogue social, véritable marché de dupe qui fera passer au second plan les questions de la santé, avec la perte des postes d'élus et des moyens syndicaux qui vont en découler.

L'assurance chômage et la casse de la protection sociale.

La loi santé qui offre les pleins pouvoirs aux ARS – Agences Régionales de Santé- tout en déstructurant l'hôpital public.

La réforme des collèges.

La loi sur le renseignement et le futur où nous courrons tous le risque d'être écoutés, alors que nous la CGT ne sommes pas entendus.

Faire la liste de ce qui ne va pas nous pousse au constat que nous nous trouvons dans une situation historique assez peu commune, celle d'une réaction conservatrice, les réacteurs comme les appelait Jean Jaurès, sont au pouvoir.

Comment en sommes nous arrivés là ?

70 ans après le programme du Conseil National de la Résistance, après la création de la Sécurité Sociale, après l'avènement des Comités d'Entreprises ?

On pourrait mettre en avant la force des médias qui ne nous sont pas favorables, mais depuis 120 ans qu'existe la CGT, quels médias ont été favorables aux valeurs que nous portons ? Il me semble que c'est pour avoir un journal portant la parole des travailleurs que Jean Jaurès créa l'Humanité en 1905. Les médias sont contre nous, mais nous sommes dans la lutte des classes et ils sont un des éléments du rapport de force.

Le syndicalisme est une des solutions à tous les maux énumérés, le syndicalisme avec en première ligne les salariés, dans les entreprises quelles qu'elles soient, car c'est là que se crée la richesse.

Des solutions existent pour relever la tête, avec une CGT rassemblée, respectueuse de ses règles, de ses valeurs, de sa démocratie interne autour de nos revendications et notre projet de transformation sociale.

Tournons la page de ce que l'on a pu appeler la crise interne de la CGT, le 9 avril dont l'ampleur de mobilisation a atteint un niveau que l'on n'avait plus connu depuis un certain temps, a amorcé le retour à l'action.

Le Comité Confédéral National, a décidé de préparer le 51ème congrès en allant à la rencontre des syndicats sur 5 thématiques, pour continuer à construire notre syndicalisme de classe et de masse articulé autour de la démocratie syndicale et sociale, de contestations et de propositions.

- *Notre démarche syndicale, notre rapport aux salariés dans la construction des revendications avec le choix que nous avons fait de rentrer par la porte du travail,*
- *Processus de construction des luttes,*
- *Le rapport de la CGT avec les autres organisations syndicales, le politique et le monde associatif,*
- *Notre place dans le syndicalisme mondial et européen,*
- *Notre démocratie interne : mieux articuler le rôle et le travail entre les instances qui constituent la direction de la CGT.*

L'interpro y a toute sa place.

Poursuivons notre démarche, bâtissons nos luttes, Evoquons l'espoir.

Il y a de nombreuses luttes partout en France, autour des NAO, des conditions de travail, que ce soit dans la métallurgie, la chimie, les organismes sociaux, chez les cheminots, dans la fonction publique…..mais au-delà de ces luttes sectorielles, la CGT a la volonté de développer une mobilisation plus générale sur les salaires et le pouvoir d'achat, des documents, un 4 pages, une pétition, et des tracts élaborés par la confédération vont nous permettent de nous tourner vers la prochaine journée d'action qui aura lieu, tel que décidé lors du dernier Comité Confédéral National, le 25 Juin.

Travaillons au « Tous Ensemble » pour stopper l'offensive de casse sociale.

Voilà mes Cher(e)s Camarades, les éléments que je voulais verser aux débats de notre Congrès. Nous avons tous besoin d'échanger nos réflexions, nos préoccupations, nos expériences diverses. Un Congrès est avant tout un espace d'expression dont nous vous invitons à ne pas vous priver, un espace collectif éminemment démocratique, solidaire et fraternel.

Je vous remercie de votre attention et vous cède, enfin, la parole.